

**ECOLE INTER- ETATS DES SCIENCES ET MEDECINE
VETERINAIRES DE DAKAR**

(E.I.S.M.V)



ANNEE 2014

N° 13

**Evaluation de l'impact de la cartographie dans le cadre de la
sécurisation des ressources pastorales : cas de la commune rurale de
Fabidji (Niger).**

MEMOIRE DE DIPLOME DE MASTER

Productions Animales et Développement Durable

Spécialité : *Ingénierie des Productions Animales*

Présenté et soutenu publiquement le 25 Mars 2014 à 15h

A l'Ecole Inter-états des Sciences et Médecine Vétérinaires(EISMV) de Dakar

Par :

M. Ibrahim DJIBO

Né le 22/06/1979 à Birni N'Gaouré (Niger)

MEMBRES DU JURY

Président :

M. Louis Joseph PANGUI

Professeur à l'EISMV de Dakar

Membres :

M. Bhen Sikina TOGUEBAYE

Professeur à la FST/UCAD

M. Germain J. SAWADOGO

Professeur à l'EISMV de Dakar

M. Simplicie B. AYSSIWEDE

Maître-Assistant à l'EISMV de Dakar

Directeur de Recherche :

M. Moussa ASSANE

Professeur à l'EISMV de Dakar

Co-Directeur de recherche : M. Chaibou MAHAMADOU

Maitre de conférences à la FA/UAM de Niamey

DEDICACES

Nous dédions ce travail à :

Nos parents qui n'ont ménagé aucun effort pour la réalisation de cette formation :

Votre patience et votre soutien inlassable m'ont permis de mener à terme ce travail ; ce document est le vôtre. Puisse Allah nous prêter longue vie, pour vous servir aussi longtemps que possible.

A la Coopération Technique Belge :

Votre soutien financier m'a permis de participer à cette formation. Trouvez ici l'expression de ma profonde reconnaissance.

A Monsieur Soumana Hassane BEIDI, Secrétaire permanent de la commission foncière départementale de Boboye pour son implication sans égale dans le déroulement dudit travail.

REMERCIEMENTS:

Nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué à la réalisation de ce document. Mais la liste ne pouvant être exhaustive, nous ne citerons que quelques-uns. Il s'agit en effet de :

- ✓ Pr Chaibou Mahamadou, pour son encadrement ;
- ✓ Dr Mani Mamman, pour son assistance et ses multiples conseils prodigués aux moments opportuns ;
- ✓ La Coopération Technique Belge pour son soutien moral et matériel;
- ✓ Monsieur Moussa Mahamadou, pour tout l'encadrement dont vous m'avez fait bénéficier dans le cadre de ce travail, mais aussi pour la simplicité, les conseils et l'abord facile qui vous caractérisent;
- ✓ Dr Abdouraman Gado DJIBO, pour sa disponibilité ;
- ✓ Ma famille dans son ensemble, pour son soutien moral et matériel ;
- ✓ Ma fiancée LAMINE Zoubeirou Nana Barira ;
- ✓ Mon pays hôte le Sénégal, pour son hospitalité inégalable ;
- ✓ Les Enseignants de l'EISMV et les intervenants du master PADD/IPA, pour les enseignements reçus, mais aussi pour le sens particulier que vous avez voulu donner à notre formation. Soyez sûrs que nous en ferons bon usage ;
- ✓ Maman Lawal Abdoul Aziz qui, par son soutien et sa disponibilité, a grandement contribué à la réussite de ce travail ;
- ✓ Tout le personnel de la direction départementale de l'élevage de Boboye ;
- ✓ Tous les acteurs de la gestion pastorale du département de Boboye ;
- ✓ Le maire de la commune rurale de Fabidji ;
- ✓ Hamed Mamane, Hadi Dan Malam ; Moussa KEITA, Mamadou BATCHILI ;
- ✓ Hamidou Hamadou, agent d'élevage à la commune rurale de Fabidji ;
- ✓ Mes amis et les camarades de l'école ;
- ✓ Soulé Mamman ; Korombé Hamza et Harouna Seyni ;
- ✓ Etudiants du Master PADD/IPA de la promotion 2011-2012 et 2012-2013.

Je ne saurais comment vous remercier !

HOMMAGES A NOS MAITRES ET JUGES

**A notre maître et président de jury, Monsieur Louis Joseph PANGUI,
Professeur à l'EISMV de Dakar**

C'est un honneur pour nous de vous avoir comme président du jury malgré vos multiples occupations. Vos qualités d'homme de Science et de Maître nous laissent admiratifs. Ce travail nous donne l'occasion de bénéficier une fois de plus de vos conseils. Soyez assurés de notre profond respect.

**A notre maître et juge, Monsieur Bhen Sikina TOGUEBAYE,
Professeur à la Faculté des sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar**

Vous nous faites un grand honneur d'avoir accepté de juger ce travail. Vos qualités humaines et professionnelles seront toujours sollicitées. Veuillez trouver ici l'expression de notre profond respect et notre admiration pour votre rigueur scientifique.

**A notre maître et juge, Monsieur Germain Jérôme SAWADOGO,
Professeur à l'EISMV de Dakar**

Vous nous faites un très grand honneur en acceptant de juger ce modeste travail. Vos qualités scientifiques et pédagogiques nous ont toujours beaucoup marqué. Veuillez trouver ici l'expression de notre respect et profonde gratitude.

A notre maître, juge et Directeur de recherche,

Monsieur Moussa ASSANE, Professeur à l'EISMV de Dakar

Vous nous avez encadré avec beaucoup de rigueur et d'attention. Votre disponibilité et votre application dans le travail ont suscité à notre niveau beaucoup d'admiration. Merci pour votre simplicité, vos conseils et l'abord facile qui vous caractérisent.

A notre maître, juge et Co-directeur de recherche,

Monsieur Chaibou Mahamadou, Maître de conférences à la faculté d'agronomie de l'université Abdou Moumouni de Niamey

Vous nous avez suivi sans faille tout au long de ce travail. La disponibilité et le sens particulier que vous avez voulu donner à ce travail ont beaucoup contribué à sa valeur scientifique. Veuillez trouver ici le témoignage de notre reconnaissance et profond respect.

**A notre maître, juge et correcteur, Monsieur Simplicie B. AYSSIWEDE,
Maitre-Assistant à l'EISMV de Dakar**

Vous avez acceptez de corriger ce mémoire malgré vos multiples occupations. Votre disponibilité et votre application dans le travail ont suscité à notre niveau beaucoup d'admiration. Veuillez trouver le témoignage de notre reconnaissance et profond respect.

RESUME

Au Niger, l'élevage est essentiellement extensif caractérisé par le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Cependant les ressources pastorales sont de plus en plus menacées par les champs de cultures. Dans le but de mieux sécuriser les ressources pastorales, la Commission Foncière Départementale (COFODEP) de Boboye à travers ses partenaires, a procédé à une cartographie desdites ressources pastorales du département.

Cette étude a été menée pour évaluer la perception des acteurs de la commune rurale de Fabidji sur la sécurisation des ressources pastorales. Un effectif de 72 personnes composé des responsables de la gestion pastorale et des utilisateurs des ressources pastorales a été enquêté.

Selon les résultats de l'enquête, 75% des agriculteurs et 63,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a facilité l'accès aux ressources pastorales. En effet 91,3% des agriculteurs et 82,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales.

Au niveau des structures, tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN (100%), de l'administration (100%), la majorité des membres de FNEN DADDO (75%) et des non affiliés (96%) ; pensent que la cartographie a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales. 75% des décideurs et leaders villageois ont déclaré que cette cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales. Pour la majorité des membres d'AREN (85,7%) d'ALHERI (50%), de FNEN DADDO (50%), de l'administration(71,4%) et 92% des non affiliés ; elle a largement contribué au règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Mots clés : Cartographie- Sécurisation- Ressources pastorales- Fabidji-Niger.

ABSTRACT

Characterized by the agro pastoralism and pastoralism, breeding is essentially extensive in Niger. However the pastoral resources are more and more threatened by crops farms. To better securize fodder resources, the Departmental Commission Land COFODEP of Boboye through its partners has processed to the mapping of these fodder resources. This study was conducted to assess the perception of actors of the rural community of Fabidji on how to secure fodder resources. A number of 76 persons consisted of officials for pastoral resource management and users of fodder resources were investigated.

According to the survey results, 75% of the farmers and 63.6% of the livestock breeders asserted that the cartography has made access easier to the pastoral resources. According to farmers (91.3%) and livestock breeders (82.6%), the typology of pastoral resources has been well drawn by the cartography.

At the organization level, all the ALHERI members (100%), AREN(100%) and those of the administration (100%), the majority members of FNEN DADO(75%) and the non-affiliates(96%) think that the cartography has permitted to improve the knowledge on pastoral resources. 75% of village leaders declared that the cartography has permitted to preserve of the pastoral resources. For the majority of AREN (85.7%), ALHERI (50%), FNEN DADO (50%), administration (71.4%) and (92%) of non-affiliates, the cartography has permitted to sort out of conflicts between breeders and agriculturists.

Key-words: Cartography- Securization- Pastoral resources – Fabidji-Niger.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- AGRHYMET** : Centre Régional d'Agro Hydro Météorologie
- ALHERI** : Union des Agriculteurs du Département de Boboye
- AREN** : Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
- COFODEP** : Commission Foncière Départementale
- COFOCOM** : Commission Foncière Communale
- CNCR** : Comité National du Code Rural
- CR**: Commune Rurale
- DDGR** : Direction Départementale des Génies Rurales
- FAO**: Food and Agriculture Organisation
- FNEN DADDO**: Fédération Nationale des Eleveurs du Niger
- OCDE** : Organisation de Coopération et Développement Economique
- OP** : Organisations Paysannes
- PDC** : Plan de Développement Communautaire
- PDES** : Plan de Développement Economique et Social
- PLEA** : Plan Local d'Eau et d'Assainissement
- MDA/** : Ministère du Développement Agricole
- RGP/H** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- SP** : Secrétariat/Secrétaire Permanent
- SPR** : Secrétariat/Secrétaire Permanent Régional
- STD** : Service Technique Déconcentré
- SIPSA** : Système d'Information sur le Pastoralisme au Sahel

LISTES DES TABLEAUX ET FIGURES

Liste des tableaux

Tableau I : Statut des enquêtés.....	17
Tableau II : Perception des acteurs sur la présence ou non des différents types de ressources pastorales	18
Tableau III : Avis des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie.....	19
Tableau IV: Avis des enquêtés en fonction de leurs structures d'appartenance sur la cartographie	19
Tableau V : Avis des décideurs et leaders villageois sur la cartographie.....	21

Liste des Figures

Figure1 : Ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji.....	11
Figure 2 : La Commune Rurale de Fabidji.....	13
Figure 3 : Causes des conflits.....	22
Figure 4 : Caractères des conflits	23
Figure 5 : Règlements des conflits avec la cartographie.....	24

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : Synthèse bibliographique	3
CHAPITRE I : Cartographie et sécurisation des ressources pastorales.....	3
1. Cartographie des ressources pastorales	3
1.1. Définition.....	3
1.2. Importance.....	3
2. Sécurisation des ressources pastorales.....	3
2.1. Définition.....	3
2.2. Importance.....	3
2.3. Contraintes de gestion des ressources pastorales	6
2.4. Genèse des conflits liés à l'exploitation des ressources pastorales.....	7
CHAPITRE II : Gestion des ressources pastorales au Niger : cas de la commune rurale de Fabidji.....	9
1. Institutions nationales en charge de la gestion des ressources pastorales ...	9
2. Gestion des ressources pastorales : cas de la commune rurale de Fabidji ..	9
2.2 Place de l'élevage dans le développement socio-économique de la commune rurale de Fabidji	9
2.4 Cartographie des ressources pastorales.....	10
DEUXIEME PARTIE : Perception de la population sur la cartographie pour la sécurisation des ressources pastorales : cas de la commune rurale de Fabidji (Niger).	12
CHAPITRE I : Matériel et Méthodes.....	12
1. Matériel	12
1.1. Période et site d'étude	12

1.2. Matériel technique	14
2. Méthodes	14
2.4 Traitement et analyse des données	15
CHAPITRE II : Résultats et Discussion	17
1. Résultats	17
1.1. Statut socio-professionnel des enquêtés	17
1.2. Opinions des acteurs sur la cartographie des ressources pastorales....	18
1.2.2 Opinions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie.....	18
1.2.3 Opinions des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance.....	19
1.2.4 Opinions des décideurs et leaders villageois sur la cartographie.....	20
1.3 Impact de la cartographie sur le règlement des conflits	21
2 Discussion	24
2.1 Limites de l'étude	24
2.2 Statut socio-professionnel des enquêtés	25
2.3 Opinions sur les ressources pastorales	25
2.4 Opinions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie	26
2.5 Opinions des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance.....	26
2.6 Opinions des décideurs et leaders villageois sur la cartographie	27
2.7 Impact de la cartographie sur le règlement des conflits	27
3. Recommandations	28
CONCLUSION	29
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	30

INTRODUCTION

Avec plus de 60 millions de têtes de bovins, 160 millions de petits ruminants et 400 millions de volailles, l'Afrique de l'Ouest s'illustre comme une région d'élevage par excellence (**OCDE/FAO, 2011**).

Au Niger, l'élevage occupe une place importante dans l'économie nationale puisqu'il représente 35% du Produit Intérieur Brut du secteur agricole (**PDES, 2012**).

Cependant, cet élevage qui est pratiqué de façon extensive notamment sous forme de transhumance est confronté à de nombreuses contraintes dont l'insuffisance des ressources fourragères liés aux déficits pluviométriques et surtout à la disparition des espaces pastoraux traditionnels au profit des cultures. Il en résulte une faible productivité du cheptel et de récurrents conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à l'utilisation de ces espaces.

Afin d'améliorer le développement du secteur rural en général, l'Etat du Niger a adopté en 1993 l'ordonnance **93-015** portant principes d'orientation du Code Rural. Cette ordonnance fixe le cadre juridique des activités agricoles, sylvicoles et pastorales dans la perspective de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la promotion humaine.

L'ordonnance assure la sécurité des opérateurs ruraux par la reconnaissance de leurs droits et favorise le développement par une organisation rationnelle du monde rural. Pour la sécurisation des opérateurs ruraux, elle institue deux outils qui sont le dossier rural et le schéma d'aménagement foncier. Ce dernier est institué dans chaque région du pays ; il constitue un document cadre dont l'objet est de préciser les espaces affectés aux diverses activités rurales et les droits qui s'y exercent. Il est élaboré par le secrétariat permanent régional en liaison avec les collectivités locales et les commissions foncières municipales ou départementales du Code Rural.

Le schéma d'aménagement foncier doit s'appuyer sur des études d'impacts et faire l'objet d'une enquête publique permettant l'intervention des populations rurales et de leurs représentants. C'est dans ce cadre que la Commission Foncière Départementale (**COFODEP**) de Boboye en s'appuyant sur le cas de la commune rurale de Fabidji, a voulu savoir si l'établissement de la cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji ?

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact de la cartographie sur la sécurisation des ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji.

De façon spécifique, elle vise à :

- ✓ identifier le statut socio-professionnel des différents acteurs ;
- ✓ recueillir l'opinion des acteurs sur la cartographie des ressources pastorales;
- ✓ évaluer l'impact de la cartographie sur le règlement des conflits liés à l'exploitation des espaces ;

Ce travail comporte deux parties :

- ✓ Une partie bibliographique traitant des généralités sur la cartographie et la sécurisation des ressources pastorales d'une part, et la gestion des ressources pastorales au Niger d'autre part ;
- ✓ Une deuxième partie expérimentale déroulée sous forme d'enquête de terrain est consacrée aux matériel et méthodes utilisés, les résultats obtenus et leur discussion.

PREMIERE PARTIE : Synthèse bibliographique

CHAPITRE I : Cartographie et sécurisation des ressources pastorales

1. Cartographie des ressources pastorales

1.1. Définition

La cartographie des ressources pastorales consiste à géo référencer les ressources pastorales afin d'établir une carte de ces dernières (**COFODEP, 2009**).

1.2. Importance

La cartographie des ressources pastorales a été initiée pour sécuriser les espaces pastoraux. Elle facilite l'accès des éleveurs aux ressources pastorales. Pour accroître la sécurisation du foncier pastoral, il s'avère indispensable de réaliser la cartographie des couloirs de passage et aires de pâturages délimités et matérialisés (**Kora, 2004**). C'est une activité qui suscite des passions avec parfois des remises en cause des statuts des ressources pastorales pourtant délimités et matérialisés de façon consensuelle entre tous les acteurs (**Ihou, 2005**).

Mais la compréhension par les différents acteurs de l'enjeu de la cartographie réduit la méfiance des uns envers les autres. Elle est un outil fondamental pour le développement pastoral et permet de sécuriser les ressources pastorales et de faciliter la mobilité des animaux (**Adamou, 2005**).

De nos jours, la cartographie fait partie des outils de modélisation pour comprendre les dynamiques pastorales et accompagne la sécurisation foncière (**Abdramane, 2012**).

2. Sécurisation des ressources pastorales

2.1. Définition

La sécurisation des ressources pastorales est un processus qui consiste à identifier, matérialiser et inscrire au dossier rural ces ressources pastorales. Il s'agit de protéger ces ressources contre toute autre utilisation hormis celle pastorale (**Niger, 2013**).

2.2. Importance

L'exacerbation des problèmes sociaux et environnementaux au Sahel et dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest est liée à l'apparition de cycles de sécheresses dans les années 1974, 1984 et 1990 (**Gerber et al., 2008**). Ces problèmes ont en effet des causes complexes qui sont d'ordres économique, climatique et anthropique. L'augmentation du cheptel et l'extension des surfaces cultivées ont entraîné une modification du rapport entre systèmes agropastoraux et pastoraux. Le nombre et la gravité des conflits autour de l'utilisation des

ressources naturelles et de la mobilité des troupeaux ont augmenté (**Gerber et al., 2008**). La baisse de la fertilité des terres cultivées et de la dégradation des ressources pastorales disponibles sont constatées dans tout le Sahel (**Gerber et al., 2008**). Ces évolutions compromettent la résilience des écosystèmes et des sociétés qui en dépendent et justifient l'importance de la sécurisation.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux travaux ont été menés autour de cette problématique majeure (**De Haan et al., 1999 ; Steinfel et al., 2006**). Ceux de l'initiative élevage/environnement et développement ont notamment permis de réaliser une boîte à outils avec pour but d'identifier et de structurer les aspects techniques, institutionnels et politiques des interactions élevage/ environnement et de faciliter ainsi leur prise en compte lors de la formation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques agricoles.

C'est ainsi, le Système d'Information sur le Pastoralisme au Sahel (**SIPSA**) a proposé un modèle conceptuel pour sécuriser le mode de vie pastoral (**Ickowicz et al., 2005 ; Ancy et al., 2009**). Ce modèle fut d'abord élaboré à partir du contexte pastoral du Ferlo et des données disponibles au Sénégal, puis testé avec les partenaires de la sous-région sahélienne. Il s'appuie sur une revue des systèmes d'information et d'alerte précoce existants d'une part et sur les résultats d'enquête socio-économique en milieu pastoral d'autre part, à partir des concepts élaborés par **Sen (1981)** et complétés par **Swift (1989)** dans une perspective rurale. Les indicateurs du modèle se rattachent à quatorze (14) thématiques des systèmes d'élevage intégrés dans le **SIPSA** qui sont :

- ✓ la végétation ;
- ✓ l'occupation des terres ;
- ✓ la situation météorologique ;
- ✓ la situation hydrologique ;
- ✓ la situation sanitaire (humaine et animale) ;
- ✓ les mouvements du bétail (transhumance) ;
- ✓ les données démographiques (humaine et animale) ;
- ✓ les infrastructures ;
- ✓ les marchés (bétail et céréales) ;
- ✓ les résidus et alimentation du bétail ;
- ✓ les ressources des ménages ;
- ✓ la source d'information pour les droits pastoraux ;
- ✓ l'Administration/ Partenaires ;
- ✓ la contribution de l'élevage à l'économie.

Le **SIPSA** utilise ces indicateurs sus-indiqués dans tous les pays membres du réseau (Niger, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Tchad).

La longue histoire de l'élevage sahélien a montré l'importance et le caractère fondamental de la mobilité des troupeaux. L'accès aux ressources naturelles a hanté l'esprit des souverains anciens donnant lieu à des correspondances avec d'illustres juristes musulmans, notamment à la fin du **XV^{ème}** siècle; par exemple entre **Askia Mohamed** de Gao et le sultan **Mohamed Sattafan** de l'Aïr

(**Bernard et al., 2005**). Par ailleurs, des réglementations célèbres ont vu le jour, en particulier au début du XIX^{ème} siècle entre **Chekou Amadou** avec la Dina du Masina mais aussi avec **Ousman Dan Fodio** de Sokoto (**Bernard et al., 2005**).

Au cours de ce siècle, il y a eu une montée considérable des entraves à cette mobilité, jusqu'à remettre en question la viabilité sociale, économique et environnementale de l'élevage pastoral. Ceci est d'autant plus préoccupant que cet élevage constitue une activité clef des zones sahéliennes et qu'on commence à reconnaître enfin sa supériorité tant au plan économique qu'écologique par rapport à l'élevage fixe. La fermeture de l'espace occasionne une progression très préoccupante des conflits d'accès aux ressources et justifie donc une intervention de gestion concertée de l'espace et des ressources naturelles (**Bernard et al., 2005**).

La mobilité essentielle au développement et à la sécurisation des systèmes d'élevage, est donc aujourd'hui de plus en plus menacée. Trois (3) grands problèmes menacent la survie et le développement des systèmes pastoraux à travers leur mobilité (**Bernard et al., 2005**) à savoir :

- ✓ l'extension des cultures qui vient concurrencer l'élevage pastoral dans ce qu'il a de plus vital, l'accès aux ressources et la mobilité. Les cultures au milieu des pâturages, à côté des points d'eau ou même sur les pistes de transhumance, entravent souvent la mobilité des troupeaux pourtant essentielle au développement de l'élevage. Cet empiètement se produit au détriment des droits d'usage prioritaire et entraîne de plus en plus des conflits entre les différents ayants droit, notamment entre agriculteurs et éleveurs ;
- ✓ les besoins monétaires des éleveurs augmentent autant dans les zones pastorales, agricoles et intermédiaires du fait de la monétarisation de l'économie. Les éleveurs sont également de plus en plus nombreux avec le développement d'une activité d'élevage chez les agriculteurs ;
- ✓ l'inégale répartition des points d'eau sécurisés dans l'espace ne permet pas une valorisation optimale de la ressource en pâturage. Il se trouve que les points d'eau accessibles aux troupeaux sont très inégalement répartis dans l'espace.

La sécurisation des systèmes pastoraux dans les pays sahéliens passe donc par le renforcement de la flexibilité et de la mobilité qui sont des exigences clefs pour parvenir à une utilisation durable des terres de parcours des régions sahéliennes. La mobilité constitue la condition d'existence des systèmes pastoraux, d'un point de vue écologique qu'économique et social (**Ousseini, 2012**).

2.3. Contraintes de gestion des ressources pastorales

La conduite des animaux regroupe l'ensemble des opérations effectuées sur les animaux en vue d'assurer leur entretien et de les mettre dans les conditions leur permettant de réaliser les performances que l'on attend d'eux (**Balent et al., 1993**). Elle renferme selon (**Moulin, 2003**) cité par (**Aboubacar, 2010**), une gamme complète de catégories d'opération constituée de l'alimentation, la protection contre les agressions de toutes sortes, la reproduction et l'allaitement.

En Afrique de l'Ouest, l'élevage est essentiellement pastoral s'appuyant sur des pratiques ancestrales dans la plupart des cas. Elle compte 38,2% des zones arides (**Touré, 2010**), peu favorables au développement de la production végétale. L'élevage constitue alors le seul mode de valorisation de ces zones écologiques fragiles où vivent des populations humaines vulnérables en termes de revenus et de sécurité alimentaire.

Au Sahel, la transhumance est la stratégie courante de gestion des ressources pastorales.

Elle est une migration saisonnière des éleveurs avec leurs troupeaux. Dans les pays sahéliens, la transhumance est une stratégie d'adaptation qui vise à optimiser l'accès du bétail à l'eau et aux pâturages de qualité pour assurer une production annuelle. Cette pratique concerne 70% à 90% du cheptel bovins sahéliens (**Diop et al., 2009**). La distance parcourue lors de ces déplacements évolue d'une saison à l'autre en fonction des conditions climatiques, de la disponibilité et de la répartition des ressources pastorales dans les zones d'accueil. Au cours des trois dernières décennies, ces mouvements ont tendance à s'allonger et à se disperser, notamment vers le sud. Cette évolution peut être attribuée à l'accroissement du cheptel, l'aridification du milieu, l'expansion des zones agricoles dans les couloirs de transhumance et à la diversité des marchés transfrontaliers à bétail, contraignant ainsi les éleveurs à créer des itinéraires alternatifs. Elle doit être cependant nuancée en fonction des spécificités des pays mais pose aussi la question d'une gestion partagée de l'espace et des conflits induits.

La question d'une meilleure gestion des ressources pastorales est devenue plus pressante au **XX^{ème}** siècle au cours duquel des changements structurels ont profondément modifié la problématique de l'accès aux pâturages :

- ✓ instauration de l'Etat moderne avec ses appareils, ses découpages de l'espace et sa conception des terres pastorales comme étant « vacantes et sans maître » ;
- ✓ modifications des droits d'accès et de la tenue foncière ;
- ✓ augmentation de la pression humaine et animale ;
- ✓ changements des rapports entre agriculteurs et éleveurs et diminution des anciennes complémentarités ;
- ✓ réduction des ressources fourragères ;

- ✓ aléas du climat et du marché beaucoup plus ressentis dans des contextes économiques fragilisés.

Il importe donc d'insister sur la complexité de la mise en application de la gestion des ressources pastorales et sur l'impossibilité de préconiser la généralisation d'une forme particulière d'organisation. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faut rester passif. La paix sociale et la viabilité de très nombreuses unités de production pastorales et agropastorales dépendent, entre autres, de la manière dont sera réglé le problème de la gestion des ressources pastorales (**Ousseini, 2012**).

Pouvant être définie comme pouvoir d'influencer les modalités d'utilisation des ressources pastorales, la gestion des ressources pastorales constitue donc une réelle difficulté en raison des aléas naturels et aussi de la pluralité des usagers qui ont affaire à une diversité d'espace, selon des implications foncières elles-même variées. Pour bien fonctionner, elle a besoin d'un véritable consensus ou compromis reposant sur des règles définies en commun et, à ce titre, reconnues comme légitime. La gestion des ressources pastorales ne peut pas fonctionner comme une opération isolée des autres soucis des gens, surtout quand ceux-ci sont confrontés à une grande pauvreté. Des liaisons sont donc à trouver avec les instances qui prennent en compte ces autres dimensions du développement. La gestion correspond à une forme de régulation des ressources qui se situe entre deux(2) situations extrêmes et opposées d'un côté, l'accès totalement libre et dérégulé et, de l'autre, la propriété privée absolue et exclusive (**Bernard et al, 2005**). Naviguant entre ces deux(2), elle doit apprendre à conjuguer les notions de mobilité, de durabilité, d'équité, de réciprocité tout en intégrant les droits de priorité d'accès quand ceux-ci existent.

En raison de toutes ces difficultés, on comprend que nombre de tentatives en vue d'organiser la gestion des pâturages aient du mal à naître ou avortent très vite faute d'une prise en compte suffisante de la complexité par manque, d'une part, de négociation entre tous les acteurs concernés et d'autre part, d'autorités légitimes inspirant confiance et respect à l'ensemble des usagers. Cependant, la complexité n'est pas en elle-même un obstacle infranchissable ni une excuse à la passivité. Elle peut aussi être considérée comme une stimulation pour la recherche négociée de solutions adaptées (**Aboubacar, 2010**).

2.4. Genèse des conflits liés à l'exploitation des ressources pastorales

Les sécheresses et le processus de désertification, les crises alimentaires et les tensions politiques ont renforcé la compétition entre acteurs individuels et collectifs pour l'appropriation foncière (**Gagnol et Kader., 2010**). Il s'ensuit une multiplication des antagonismes et des conflits entre des groupes qui revendiquent les mêmes droits sur des ressources dont ils sont tributaires pour la survie (**Touré, 1997**).

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont exacerbés par des intérêts antagonistes entre ces derniers. Malgré ces divergences entre ces couches

sociales, elles sont condamnées à bien gérer ces ressources naturelles bien qu'elles soient insuffisantes. Ainsi, la vulnérabilité accrue au sein de ces groupes sociaux leur impose un mode de vie et la nécessité de mettre en place des institutions adéquates (exemple des commissions foncières au Niger).

CHAPITRE II : Gestion des ressources pastorales au Niger : cas de la commune rurale de Fabidji

1. Institutions nationales en charge de la gestion des ressources pastorales

L'Etat du Niger a institué la commission nationale du Code Rural par l'article **112** de l'ordonnance No **93-05 du 02 Mars 1993 (Niger, 2013)** afin de bien gérer les ressources naturelles en général et les ressources pastorales en particulier.

La commission nationale du code rural a ses démembrements à tous les niveaux :

- ✓ régional, le secrétariat permanent ;
- ✓ départemental, la commission foncière départementale ;
- ✓ communal, la commission foncière communale ;
- ✓ villageois ou tribus, la commission foncière de base.

2. Gestion des ressources pastorales : cas de la commune rurale de Fabidji

2.1 Place de l'élevage dans le développement socio-économique de la commune rurale de Fabidji

L'élevage est la seconde activité pratiquée (après l'agriculture) dans presque toutes les concessions et permet de combler le déficit céréalier de la campagne agricole. Les systèmes d'élevage extensif et semi-extensif sont les deux(2) systèmes pratiqués par les éleveurs (**PDC, 2013**). L'élevage occupe une place importante dans l'économie car elle est la première source de devises en matière de recettes pour la Mairie de Fabidji. En effet, le chef-lieu de la commune abrite l'un des marchés à bétail le plus important du département de Boboye.

2.2 Institutions en charge de la gestion des ressources pastorales

Dans le département de Boboye, la gestion des ressources pastorales est animée par la **COFODEP** (niveau départemental) à travers les **COFOCOM** dont la **COFOCOM** de Fabidji (niveau communal). Cette dernière intervient dans la gestion pastorale à travers les **COFOB** (niveau villageois ou tribus). Selon les dispositions de l'arrêté **098 /MDA/CNCR/SP** du 25/11/2005 (**Niger, 2013**), la commission foncière communale(**COFOCOM**) assume les charges suivantes :

- ✓ l'information et la sensibilisation des populations de la commune par la vulgarisation des textes du Code Rural ;
- ✓ la tenue du dossier rural de la commune en rapport avec la commission foncière départementale(**COFODEP**) ;
- ✓ la conduite du processus de délivrance des titres fonciers en rapport avec la commission foncière départementale ;

- ✓ la mise en place et l'encadrement des commissions foncières de villages et tribus (**COFOB**) ;
- ✓ le contrôle de mise en valeur des ressources naturelles rurales de la commune ;
- ✓ la conduite du processus de sécurisation (identification, délimitation, matérialisation et inscription au dossier rural) des ressources partagées (couloirs de passage, aires de pâturage, forêts, points d'eau, aires de repos des animaux, etc.) et du contrôle de leur mise en valeur ;
- ✓ la contribution au processus d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la Région ;
- ✓ la délivrance de contrat de concession rurale sur les terres du domaine public et privé ;
- ✓ la délivrance d'attestation de droit d'usage prioritaire sur les terroirs d'attache des pasteurs, en rapport avec la commission foncière départementale.

La commission foncière communale de Fabidji répondra effectivement à toutes les sollicitations de la commission foncière départementale et du Secrétariat Permanent Régional dans l'exercice de leurs missions respectives.

2.4 Cartographie des ressources pastorales

La commune dispose comme ressources pastorales des aires de pâturage, des mares pastorales, des puits pastoraux et des couloirs de passage.

Les aires de pâturage sont au nombre de deux .Ce sont l'aire de Karkibangou avec **190 ha** et celle de Djoulkoye avec **220 ha**. Elles participent non seulement à l'alimentation du bétail de la commune mais aussi du bétail venant d'ailleurs.

Les mares pastorales constituent la principale ressource en eau du bétail et parfois même des pasteurs en saison sèche et chaude. La commune rurale de Fabidji dispose de trente-sept mares pastorales dont quinze 15 permanentes.

Les puits pastoraux sont eux au nombre de quatre 4 avec des profondeurs importantes. C'est ce qui expliquerait l'utilisation accrue des mares pastorales.

Quant aux couloirs de passage, ils représentent les voies d'accès aux autres ressources sans que le bétail n'engendre de dégâts au niveau des cultures. Dans la commune, ces couloirs de passage représentent 156,6 Km de longueur avec treize 13 ramifications reliant les autres ressources pastorales entre elles (aires de pâturage, mares pastorales et puits pastoraux).

La figure 1 montre la carte des ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji.

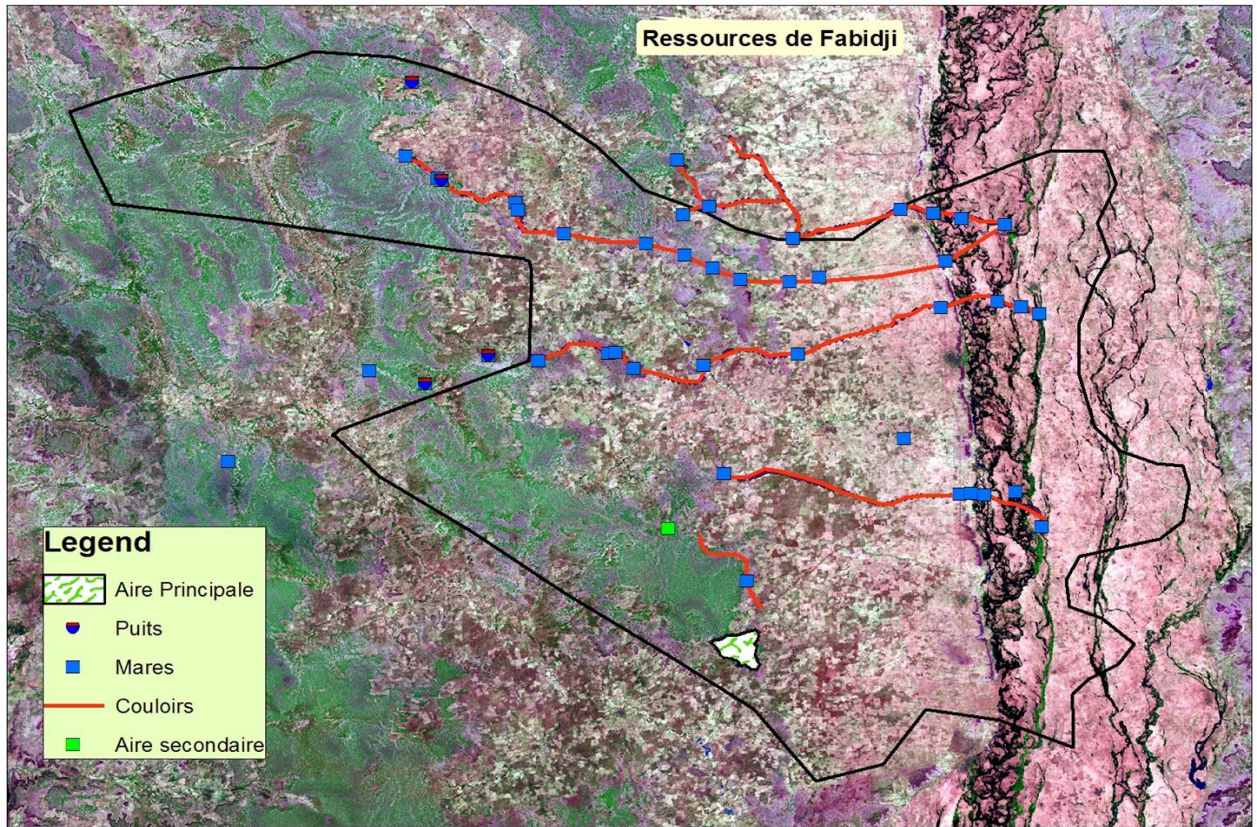


Figure 1 : Ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji.

Source : COFODEP/Boboye, 2009.

DEUXIEME PARTIE : Evaluation de l'impact de la cartographie pour la sécurisation des ressources pastorales : cas de la commune rurale de Fabidji (Niger).

CHAPITRE I : Matériel et Méthodes

1. Matériel

1.1. Période et site d'étude

L'étude a été menée dans la commune rurale de Fabidji. Elle s'est déroulée pendant quatre 4 mois du 18 Juin au 17 Octobre 2013 sous forme d'une enquête auprès des acteurs. Cependant nous avons eu à enquêter des personnes qui ont des responsabilités au niveau départemental (Birni N'Gaouré) et régional (Dosso).

Créée par la loi **No 2002-014** du 11 Juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs- lieux, la commune rurale de Fabidji est située au sud-ouest du chef-lieu du département de Boboye (Région de Dosso) entre 12°25' et 13°10' Latitude Nord et 2°30' et 2°57' Longitude Est (**PLEA, 2011**). Elle couvre une superficie approximative de 1 075 Km² (**PDC, 2007**).

La commune rurale de Fabidji fait partie des huit(8) communes du département de Boboye et compte vingt-neuf (29) villages administratifs. Pour l'année 2012, l'effectif de la population estimée à partir des résultats du **RGP/H** de 2001, est de 43 403 habitants dont 50,3% des femmes. La densité moyenne est de 40,4 habitants/Km².

La figure 2 montre la commune rurale de Fabidji.



Figure 2 : La commune rurale de Fabidji.

Source : DDGR/ Boboye, 2012.

1.2. Matériel technique

Le Matériel de notre étude est composé des fiches d'enquête et d'un guide d'entretien. Ils ont été testés avant d'être administrés aux différents acteurs impliqués dans la gestion des ressources pastorales afin de récolter les différentes informations sur leur perception de la cartographie dans le cadre de la sécurisation des ressources pastorales.

2. Méthodes

2.1 Population cible de l'enquête

La population cible est constituée par :

- ✓ du secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso ;
- ✓ du directeur départemental de l'élevage de Boboye ;
- ✓ du représentant du chef de canton de Birni N'gaouré (chef secteur de Fabidji) ;
- ✓ des deux présidents départementaux et communaux des deux associations des éleveurs (**AREN** et **FNEN DADDO**) ;
- ✓ des deux présidents départementaux et communaux de l'union des associations des agriculteurs (**ALHERI**) ;
- ✓ de la **COFODEP** avec vingt-un membres ;
- ✓ de la **COFOCOM** avec vingt- deux 22 membres ;
- ✓ des deux **COFOB** de la commune avec chacune onze membres ;
- ✓ des leaders des éleveurs transhumants de la commune (deux Rouga et un Garso) ;
- ✓ des agriculteurs dont les champs se trouvent aux abords des ressources pastorales (au nombre de soixante) ;
- ✓ des éleveurs se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête (au nombre de vingt-deux).

Soit un total de cent cinquante-sept personnes.

2.2 Méthode d'échantillonnage de l'étude

La méthode d'échantillonnage utilisée est d'abord stratifiée distinguant d'un côté les personnes à fonction administrative et les leaders des groupes et de l'autre les personnes utilisatrices des ressources pastorales. Après cet échantillonnage stratifié pour le premier, un échantillonnage au jaugé a été faite c'est-à-dire des personnes à priori supposées réellement détenir des informations sur notre sujet de travail. Pour la seconde strate, un échantillonnage aléatoire a été fait par la suite avant d'administrer les questionnaires.

Ainsi, la taille de l'échantillon a été représentée par soixante-douze personnes (un peu moins de la moitié de la population cible) réparties comme suit :

- ✓ au niveau régional : Le secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso ;

- ✓ au niveau départemental : Le Président (Préfet de Boboye), le secrétaire permanent et trois membres pris au hasard de la COFODEP, le Directeur Départemental de l'Élevage de Boboye, les Présidents des associations notamment AREN, FEN DADO et ALHERI ;
- ✓ au niveau communal : le Président (Maire de la commune rurale de Fabidji) et trois membres pris au hasard de la COFOCOM, les Présidents (chefs de village) et trois membres pris au hasard des COFOB de Rodji Peulh et Bilingole Djerma, le représentant du chef de canton (chef de secteur de Fabidji), les présidents communaux des associations notamment AREN, FEN DADO et ALHERI, les leaders traditionnels des éleveurs dont deux Rouga et un Garso, les agriculteurs au nombre de 20 (dont les champs se trouvent aux abords des ressources) et les éleveurs au nombre de 22 (se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête).

2.3 Déroulement de l'enquête

Le guide d'entretien a été enregistré au niveau de douze décideurs. Il s'agit du Préfet du Département de Boboye, le Maire de la commune rurale de Fabidji, le Directeur Départemental de l'Élevage de Boboye, le représentant du chef de canton de Birni N'gaouré, le Secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso, le Secrétaire permanent de la **COFODEP** et les présidents des associations des éleveurs et agriculteurs (**AREN, FNEN DADDO, ALHERI**).

Les questionnaires ont été administrés à soixante (60) personnes qui sont surtout des membres des commissions foncières (**COFODEP, COFOCOM, COFOB**), des leaders traditionnels des éleveurs (deux rouga et un Garso), des agriculteurs dont leurs champs se trouvent aux abords des ressources pastorales et des éleveurs se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête.

Deux(2) types de questionnaire ont été utilisés. Le premier type est adressé aux membres des commissions foncières et aux leaders traditionnels des éleveurs. Il a pour but de recueillir des informations par rapport à l'identification de l'enquête, la caractérisation des ressources pastorales, les limites géographiques des ressources pastorales, le respect par les éleveurs des espaces réservés aux systèmes pastoraux et les relations entre agriculteurs et éleveurs.

Le deuxième type de questionnaire est lui, adressé aux agriculteurs et aux éleveurs et vise à avoir aussi les informations sur l'identification de l'enquête, les limites géographiques des ressources pastorales, le respect par les éleveurs et agriculteurs des espaces réservés aux systèmes pastoraux et les relations entre agriculteurs et éleveurs.

2.4 Traitement et analyse des données

Les questionnaires ont été codifiés ce qui a permis d'établir une maquette des données au logiciel **SPSS 17.0**. Ce dernier a été également utilisé pour

l'analyse descriptive des données. Le tableur **Excel** a été aussi utilisé pour la réalisation des tableaux et figures.

CHAPITRE II : Résultats et Discussion

1. Résultats

1.1. Statut socio-professionnel des enquêtés

Le tableau I donne le statut des enquêtés à travers : l'âge, la situation matrimoniale, la structure d'appartenance et la profession. Ce tableau montre que 98,6% des enquêtés sont des mariés. Selon la structure d'appartenance, 29,3% des enquêtés sont de l'administration, 36% sont membres d'associations d'éleveurs et agriculteurs (19,4% à l'AREN, 8,3% à ALHERI, 8,3% à FNEN DADDO) et 34,7% des enquêtés affirment qu'ils ne sont affiliés à aucune structure.

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités des enquêtés (31,9% chacun). Cependant 18,2% sont des décideurs et leaders villageois, 11,1% sont des agents des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat et 6,9% sont des membres des organisations paysannes (OP).

Tableau I : Statut des enquêtés

Statut	Effectifs	Pourcentages(%)
Age		
15-39ans	18	25
40-60ans	41	56,9
> 60ans	13	18,1
Situation matrimoniale		
Marié	71	98,6
Célibataire	1	1,4
Structures d'appartenance		
AIHERI	6	8,3
AREN	14	19,4
FNEN DADDO	6	8,3
Administration	21	29,3
Aucune structure	25	34,7
Profession		
Agriculteurs	23	31,9
Eleveurs	23	31,9
Décideurs et leaders villageois	13	18,2
Membre d'OP	5	6,9
STD	8	11,1
Total	72	100

1.2. Opinions des acteurs sur la cartographie des ressources pastorales

1.2.1. Opinions sur les ressources pastorales

Le tableau II donne les avis des acteurs sur la présence ou non des différents types de ressources pastorales. Ce tableau montre que la perception des acteurs sur les différents types de ressources pastorales diffère selon leur profession. Pour la majorité des agriculteurs (66,7%), les ressources pastorales se résument aux couloirs de passage, puits pastoraux et mares pastorales. Cependant pour la totalité des éleveurs (100%), les ressources pastorales ne sont que les couloirs et les mares pastorales. Pour la plupart des décideurs et leaders villageois (50%) ainsi que celle des agents des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat ; les ressources pastorales de la commune sont les aires de pâturage, les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales.

Tableau II : Opinions des acteurs sur les différents types de ressources pastorales

Profession des enquêtés	Différents types des ressources pastorales			
	CP et MP	AP, CP, PP et MP	CP	CP, PP, et MP
Agriculteurs	0%	33,3%	0%	66,7%
Éleveurs	100%	0%	0%	0%
Décideurs et leaders villageois	12,5%	50%	12,5%	25%
STD	16,7%	66,7%	16,6%	0%

CP : couloir de passage ; MP : mares pastorales ; AP : aires de pâturage ; PP : puits pastoraux.

1.2.2 Opinions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie

Le tableau III indique les différentes positions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau fait ressortir que pour les composantes (agriculteurs et éleveurs), les ressources pastorales ont un statut controversé. Cependant la majorité des agriculteurs (75%) et des éleveurs (63,6%) affirment qu'avec la cartographie, l'accès à ces ressources est facile, en ce sens que les couloirs de passage et pistes ne sont plus obstrués par les cultures.

Tableau III : Positions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie

Variables	Avis	Agriculteurs		Eleveurs	
		N	%	N	%
Utilisation exclusive des ressources pastorales	Espaces controversés	16	69,6	14	60,9
Accès facile aux ressources pastorales par les éleveurs	Couloirs de passage et pistes non obstrués par les cultures	15	75	14	63,6
Respect de la typologie des ressources pastorales par la cartographie	Carte mentale et documentations fiables	21	91,3	19	82,6
Respect des limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie	Ateliers compétents pour valider les limites	16	69,6	20	87
Respect des limites géographiques par les éleveurs	Limites consensuelles	20	87	21	91,3
Respect des limites géographiques par les agriculteurs	Limites consensuelles	20	87	9	39,1

N : Nombre

1.2.3 Opinions des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance

Le tableau IV indique les avis des enquêtés sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau montre que pour la composante (structure d'appartenance des enquêtés), la cartographie a permis d'améliorer les connaissances des acteurs sur les limites géographiques. En effet, selon la plupart des enquêtés (96,7%), la cartographie a permis de matérialiser les limites par géo-référencement. A cela s'ajoute, la clarification des limites consensuelles acceptées par les acteurs (86,7% des éleveurs et 55% des agriculteurs).

Tableau IV : Avis des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance

Variables	Avis	Structure d'appartenance des enquêtés					Total	
		AIHERI	AREN	FNEN DADDO	Adm	Sans struc		
Utilisation exclusive des ressources pastorales	Espaces controversés	Nb	4	3	4	9	19	39
		%	100	25	100	60	76	65
Accès facile aux ressources pastorales par les éleveurs	Couloirs de passage et pistes non obstrués par les cultures	Nb	4	10	2		13	29
		%	100	83,3	50		59,1	69
Respect de la typologie des ressources pastorales par la cartographie	Carte mentale et documentations fiables	Nb	4	12	2	15	21	54
		%	100	100	50	100	84	90
Respect des limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie	Ateliers compétents pour valider les limites	Nb	4	12	3	15	16	50
		%	100	100	75	100	64	83,3
Amélioration des connaissances sur les limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie	Matérialisation des limites par géo référencement	Nb	4	12	3	15	24	58
		%	100	100	75	100	96	96,7
Respect des limites géographiques par les éleveurs	Limites non bien définies	Nb	0	0	0	0	1	1
		%	0	0	0	0	4	1,7
		Nb	0	0	1	0	0	1
Respect des limites géographiques par les agriculteurs	Pas de délimitation physique	%	0	0	25	0	0	1,7
		Nb	4	12	3	12	21	52
		%	100	100	75	80	84	86,7
Respect des limites géographiques par les agriculteurs	Limites consensuelles	Nb	4	6	2	8	13	33
		%	100	50	50	53,3	52	55

Nb : nombre ; **Adm** : administration ; **struc** : structure

1.2.4 Opinions des décideurs et leaders villageois sur la cartographie

Le tableau V donne une synthèse des avis des décideurs et leaders villageois sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau fait ressortir que, la majorité des décideurs et des leaders villageois (75%) pensent que la

cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales. Ils ajoutent que les mesures qui doivent accompagner la cartographie doivent être la sensibilisation, le balisage et l'aménagement des ressources pastorales (16,7%) pour retenir les animaux dans les espaces pastoraux.

Tableau V : Avis des décideurs et leaders villageois sur la cartographie

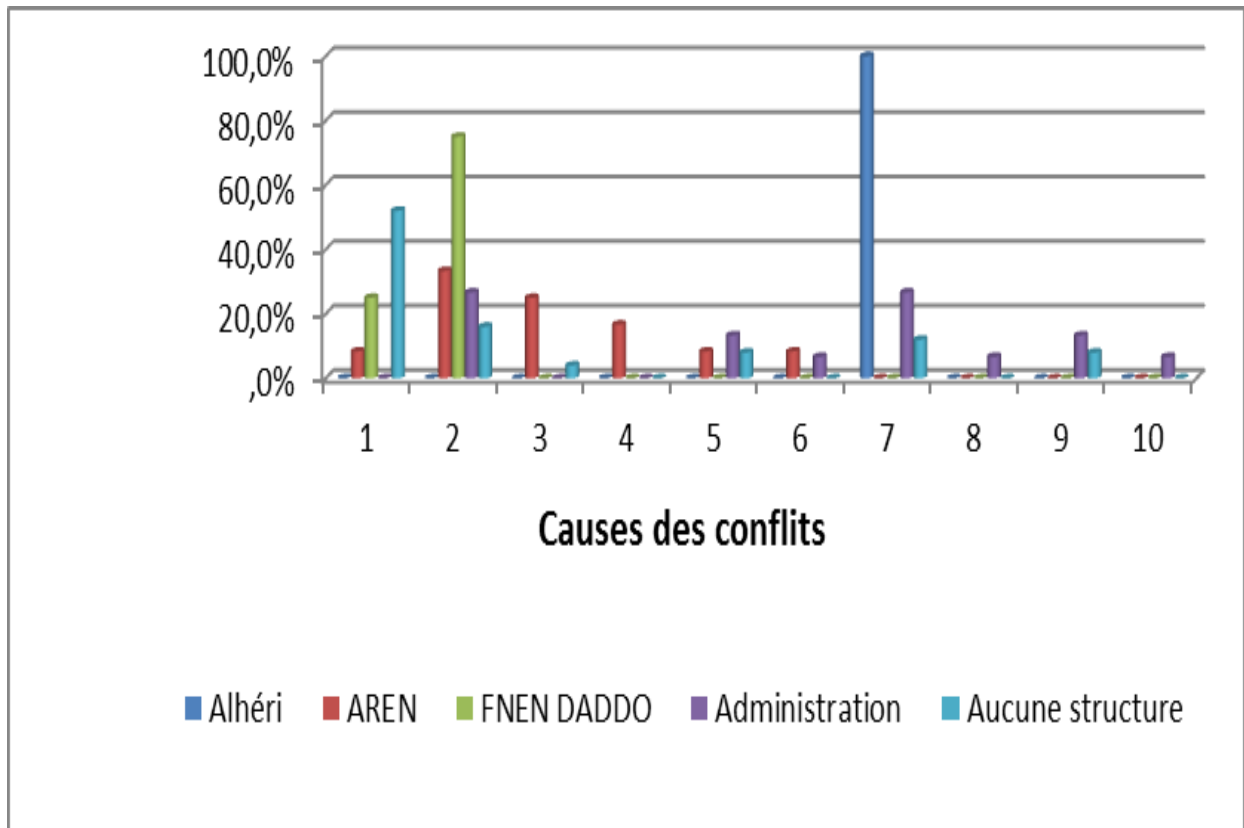
Avis	
Objet de la cartographie des ressources pastorales	Pourcentage(%)
Maîtrise et matérialisation des ressources pastorales pour prévenir les conflits	8,3
Analyse d'ensemble des systèmes pastoraux	8,3
Sécurisation des ressources pastorales	75
Identification et matérialisation des ressources pastorales	8,4
Respect des limites par les utilisateurs	
Avec la matérialisation le respect est plus facile pour tous	25
Les cofob riveraines et les cofocom doivent être fonctionnelles	8,3
Respect par les utilisateurs avec quelques violations	41,7
Jusque-là le respect se fait sans problème	8,3
Respect par les utilisateurs car c'est eux qui militent pour le respect	16,7
Les mesures qui doivent accompagner la cartographie	
Sensibilisation-balisage	16,7
Information-sécuriser par des arrêtés-aménagements	8,3
Sensibilisation plus poussée sur l'utilité de la cartographie	8,3
Balisage de toutes les ressources pastorales	33,3
Balisage de toutes les ressources-aménagements	8,3
Aménagements pour retenir les animaux dans les espaces pastoraux	16,7
Balisage-aménagements	8,4

1.3 Impact de la cartographie sur le règlement des conflits

1.3.1 Causes des conflits

La figure 3 montre les causes des conflits évoquées par les enquêtés. De cette figure il ressort qu'au niveau des structures AREN, FEN DADDO et une partie de l'administration, la cause principale des conflits est le non- respect des limites entre ressources pastorales et champs de culture. Cependant pour la structure ALHERI (avec 100% des membres) et une partie de l'administration, la cause majeure des conflits est le non- respect de la période de transhumance

ou date de « libération » des champs. Pour les non affiliés, les causes des conflits sont la mauvaise cohabitation et le non-respect des limites.



1 : Mauvaise cohabitation et non -respect des limites. **2** : Non-respect des limites. **3** : Non-respect des limites et insuffisance d’espace. **4** : Insuffisance des ressources pastorales et fourrières secondaires. **5** : Non-respect des limites et mauvaise cohabitation. **6** : Non-respect des limites et conduite des enfants. **7** : Non-respect de la période de transhumance. **8** : Non-respect des limites et animaux en divagation. **9** : Non-respect des limites et non -respect de la période de transhumance. **10** : Disparition des espaces pastoraux au profit des cultures.

Figure 3 : Causes des conflits

1.3.2 Caractères des conflits

La figure 4 montre le degré de violence des conflits. Ainsi, on constate que pour l’ensemble des structures, les conflits sont violents avec des morts d’homme.

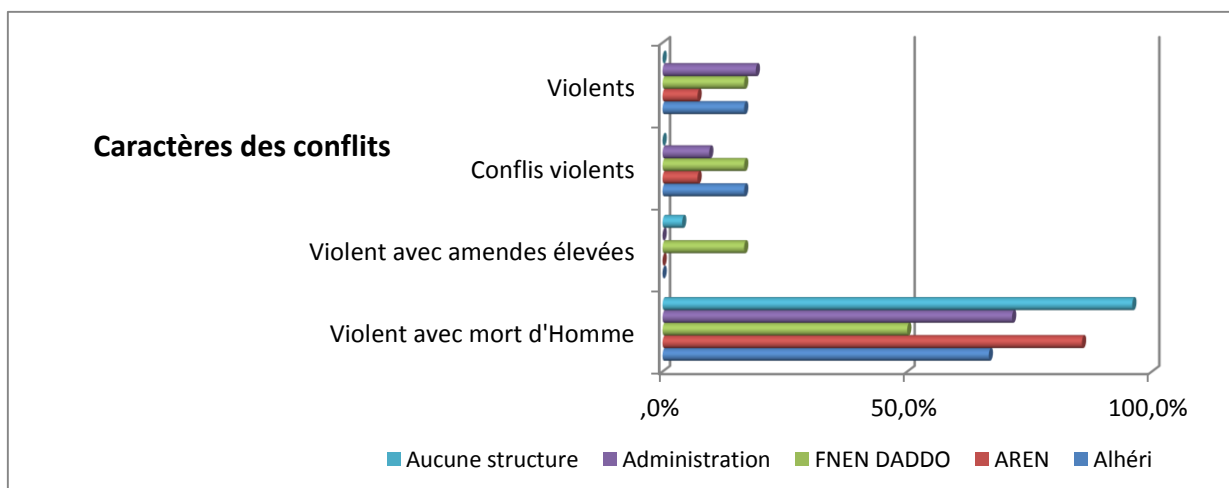
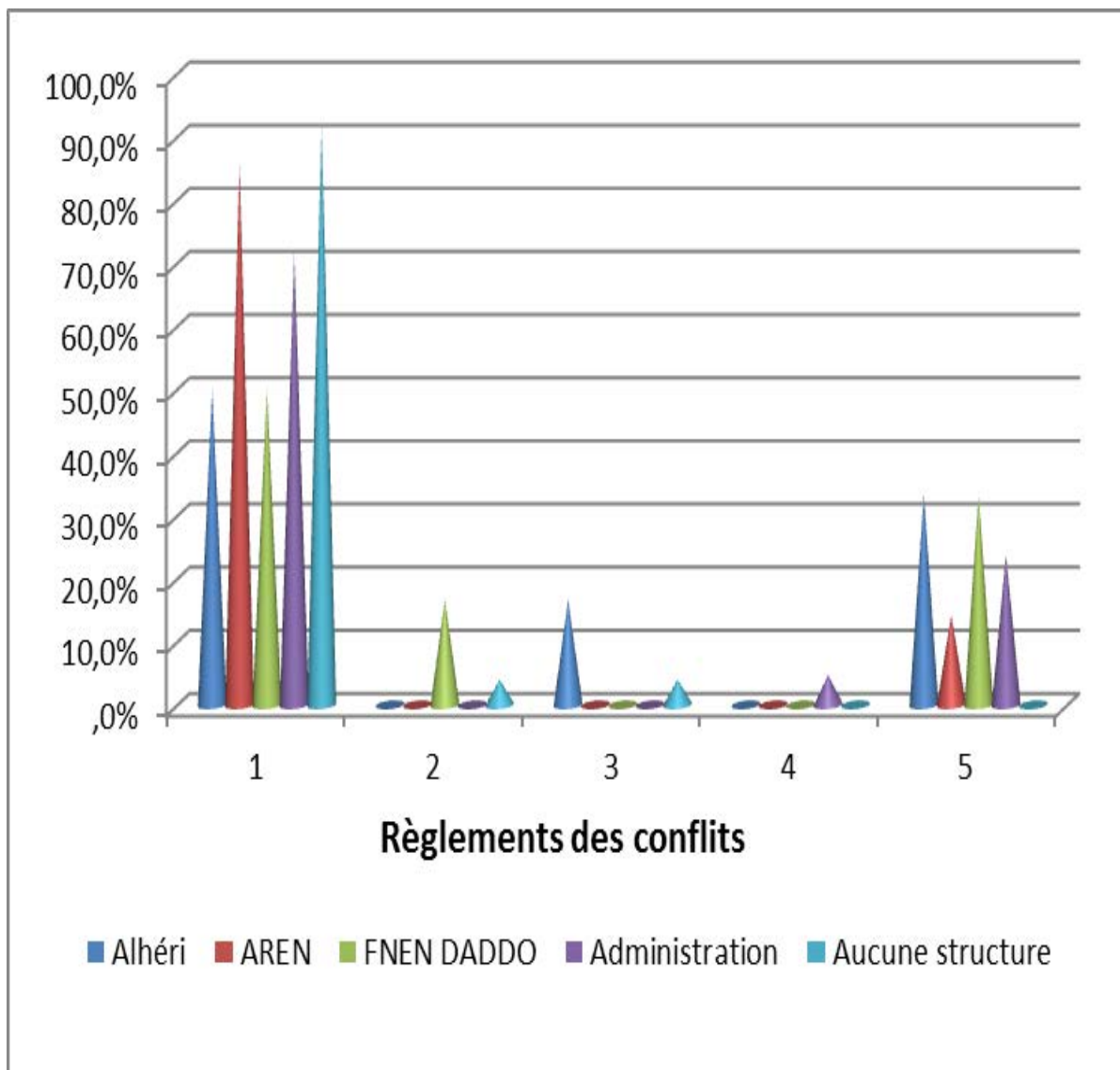


Figure 4 : Degré de violence des conflits

1.3.3 Règlements des conflits avec la cartographie

La figure 5 montre les avis évoqués par les enquêtés sur le règlement des conflits avec la cartographie. Pour l'ensemble des structures, la cartographie a contribué largement au règlement des conflits par le fait que les limites entre ressources pastorales et champs de cultures sont bien définies.



1 : Oui- limites bien définies. **2** : Non- limites controversées. **3** : Non- conflits dus à la période de transhumance. **4** : Clarification du domaine pastoral. **5** : Clarification du domaine de chaque utilisateur.

Figure 5 : Règlements des conflits avec la cartographie

2 Discussion

2.1 Limites de l'étude

Les limites de l'étude sont dues à la taille de l'échantillon et à la ponctualité de l'enquête.

Malgré la petite taille de l'échantillon, ce dernier est représentatif dans le cadre de cette étude. En effet, l'enquête de type ponctuel se fait en un seul passage auprès des personnes enquêtées.

Les limites concernent aussi les informations. Ces informations ont été recueillies sur la base des déclarations des personnes enquêtées. Cependant avec la qualité de la plupart des personnes enquêtées (le Préfet, le Maire, le SPR

Code du Rural, le Directeur Départemental de l’Elevage, le SP de la **COFODEP**, les Présidents des associations des éleveurs et agriculteurs et les leaders des éleveurs etc.), nous estimons que les informations recueillies sont fiables.

2.2 Statut socio-professionnel des enquêtés

Les résultats montrent que pratiquement tous les enquêtés sont mariés (71 mariés contre 1 célibataire). Ceci s’explique d’une part, par le fait que le célibat est mal apprécié et mal vu en zone rurale et d’autre part, la gestion pastorale est une thématique sensible dans la commune ; ce qui fait d’elle une affaire de responsables et/ou d’adultes. En effet, sur l’ensemble des enquêtés, 59,9% ont un âge compris dans l’intervalle 40-60 ans et 18,1% ont un âge supérieur à 60 ans. Ces résultats rejoignent ceux de **Ousseini (2012)** qui ont montré sur un échantillon de cent (100) enquêtés constitué des acteurs de la gestion pastorale du département de Boboye au Niger ; 100% des acteurs sont mariés, 61% ont l’âge compris 40 et 60ans et 20,8% ont un âge supérieur à 60 ans.

2.3 Opinions sur les ressources pastorales

Les avis sont divergents sur les types des ressources pastorales de la commune. En effet la majorité des décideurs et leaders villageois (50%) ainsi que celle des agents techniques de l’Etat (67,7%) pensent que les ressources pastorales de la commune sont les aires de pâturage, les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales. Pour cette catégorie des enquêtés, ces ressources existent depuis toujours et sont comptabilisés dans le dossier rural. Quant à la majorité des agriculteurs (66,7%), elle estime que les ressources pastorales sont les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales alors que les agriculteurs remettent en cause l’existence des aires de pâturage en affirmant que ce sont des champs de culture. Selon la totalité des éleveurs (100%), les ressources pastorales se résument essentiellement aux couloirs de passage et mares pastorales. Cependant ils ne nient pas l’existence des aires de pâturage et des puits pastoraux. Les éleveurs justifient cela par le fait qu’au fil des années les aires sont de plus en plus envahies par les cultures et les puits pastoraux sont transformés en campements voire en villages. Nos résultats sont conformes à ceux de **Ousseini (2012)** ; qui pour l’ensemble du département de Boboye au Niger a constaté que 70,1% des agriculteurs enquêtés nient l’existence des aires de pâturage et 98% des éleveurs pensent que les ressources pastorales ne sont que les couloirs de passage et mares pastorales.

2.4 Opinions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie

La plupart des agriculteurs (69,6%) et des éleveurs (60,9%) pensent que les ressources pastorales ne sont pas exclusivement utilisées à des fins pastorales. Ils avancent comme raison que les espaces pastoraux ont un statut controversé. Pour les agriculteurs, le statut des espaces pastoraux est controversé par le fait qu'ils ne reconnaissent pas la vocation pastorale des espaces. Ils pensent aussi que cette partie du pays a une vocation agricole. Pour les éleveurs, le statut des espaces est controversé par le fait que les agriculteurs annexent les espaces pastoraux au profit des cultures. Selon eux, c'est la poussée démographique qui explique le comportement des agriculteurs. Ces résultats corroborent ceux de **Frédéric (2012)** qui ont montré qu'avec la poussée démographique, les agriculteurs du terroir de Ngoko (Tchad) ont annexé l'espace pastorale ne laissant que 15% de sa taille réelle. Mais pour l'écrasante majorité des agriculteurs (91,3%) et des éleveurs (82,6%), la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales. Cela a été possible grâce à la tenue des ateliers pour valider les limites. La tenue des ateliers (avant et après la cartographie) a été initiée pour avoir un large consensus sur les limites et la vocation pastorale des espaces.

2.5 Opinions des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance

Pour tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN et de l'administration et la majorité de ceux de FNEN DADO (50%) et des non affiliés (84%), la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales. En effet, la cartographie a concerné uniquement les ressources pastorales fournies par les utilisateurs lors des ateliers

Tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN et de l'administration et la majeure partie des membres de FNEN DADO (75%) et des non affiliés(96%), affirment que la cartographie a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales de la commune. Ils avancent comme raison la matérialisation des limites par géo référencement. **Ilou (2005)** a fait le même constat à Matamey au Niger où les structures des agriculteurs et éleveurs affirment que la cartographie pourrait améliorer les connaissances sur les ressources pastorales de la localité.

L'amélioration des connaissances sur les limites a permis une clarification du domaine de chaque utilisateur (agriculteur et éleveur) et a entraîné une gestion concertée de l'espace.

2.6 Opinions des décideurs et leaders villageois sur la cartographie

La majorité des décideurs et des leaders villageois (75%) pensent que l'objet de la cartographie est la sécurisation des ressources pastorales. La sécurisation de ces dernières par la cartographie est fondamentale afin de garantir la durabilité du système d'élevage dominant de la commune (système extensif). L'avis dominant (41,7% des décideurs et leaders villageois) sur le respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures par les utilisateurs, est que les utilisateurs respectent les limites mais avec quelques violations. Ces dernières sont les envahissements des cultures observés sur certaines ressources pastorales (surtout les aires). Pour la majorité des décideurs et leaders villageois (33,3%), la mesure qui doit accompagner la cartographie est le balisage de toutes les ressources pastorales. Le balisage permet une matérialisation définitive des ressources pastorales en entraînant une sécurisation durable des limites des espaces pastoraux de la commune. Ces résultats sont dans le même ordre d'idée avec ceux d'**Elodie (2010)** au Burkina Faso à la zone pastorale de la Doubégué, qui montrent que la solution aux problèmes pastoraux est la clarification du domaine pastoral. La sensibilisation et l'aménagement sont des éléments essentiels pour la gestion des ressources pastorales de la commune.

2.7 Impact de la cartographie sur le règlement des conflits

Les causes des conflits diffèrent en fonction des structures d'appartenance des différents acteurs. Les avis sont partagés sur ces causes. C'est ainsi que, tous les membres d'ALHERI (100%) pensent que la cause des conflits est le non-respect de la période de transhumance. Pour eux, les animaux descendent dans les champs au moment où les agriculteurs font la récolte ce qui entraîne inévitablement des conflits. Pour la majorité des membres d'AREN (33,3%) et ceux de FNEN DADDO (75%), la cause principale des conflits est le non-respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures. Selon ces membres, la croissance démographique conduit les agriculteurs à agrandir leurs champs au détriment des espaces pastoraux. Ceci fait que les animaux font des dégâts dans ces types de champs de cultures, entraînant des conflits qui sont souvent violents. Au niveau de l'administration, les avis sont également partagés. Certains membres de l'administration (26,7%) pensent que la cause majeure des conflits est le non-respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures alors que d'autres (26,7%) estiment que les conflits sont surtout dus au non-respect de la période de transhumance. L'administration qui

doit trancher étant aussi partagée sur le problème. Les conflits sont souvent caractérisés par des violences avec malheureusement des pertes en vies humaines selon la majorité des membres de toutes les structures (85,7% des membres d'AREN, 66% de ceux d'ALHERI, 50% de ceux de FNEN DADDO, 71,4% de ceux de l'administration et 96% des non affiliés). Le règlement des conflits par la cartographie s'est avéré fondamental, afin de contribuer à les éradiquer et à maintenir une bonne cohésion sociale au sein de la commune. Ainsi, les avis ont été ainsi unanimes que la cartographie est un outil de règlement et même de prévention de ces conflits. La plupart des membres de toutes les structures (50% des membres d'ALHERI, 85,7% de ceux d'AREN, 50% de ceux de FNEN DADDO, 71,4% de ceux de l'administration et 92% des non affiliés) affirme qu'elle a largement contribué au règlement des conflits. Ces acteurs ont justifié cela, par le fait que la cartographie a permis de bien définir les limites entre ressources pastorales et champs de cultures. Nos résultats sont conformes à ceux de **Kora (2004)** qui dans la commune de Banikoara au Benin, a constaté que la cartographie des ressources pastorales a permis la clarification du domaine de chaque utilisateur.

3. Recommandations

A l'issue de cette étude, nous recommandons :

- **à la COFODEP :**
 - ✓ l'inscription au dossier rural de toutes les ressources pastorales cartographiées afin de bien clarifier leur statut juridique;
 - ✓ l'aménagement de toutes les ressources pastorales cartographiées afin de permettre leur matérialisation définitive.
- **aux COFOCOM et COFOB :**
 - ✓ la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs sur le respect des limites entre ressources pastorales et champs de culture afin d'éviter les conflits ;
 - ✓ la multiplication des rencontres entre les différentes associations afin de discuter périodiquement des problèmes liés à la gestion des ressources pastorales de la commune.
- **aux associations des agriculteurs et éleveurs**
 - Rencontres périodiques entre agriculteurs et éleveurs pour discuter de cette problématique afin que chaque partie respecte la délimitation des espaces qui est le seul gage d'une vie en harmonie entre ces acteurs.

CONCLUSION

Au Niger, le système d'élevage dominant (système extensif) est menacé par les champs de cultures. C'est dans ce cadre qu'une cartographie des ressources pastorales a été faite dans trois départements dont celui du Boboye, afin de résoudre les conflits liés à l'utilisation des espaces.

Dans le but de mieux cerner la perception de la population, sur cette démarche, une enquête a été conduite pour recueillir l'avis des différents acteurs de la gestion pastorale de la commune rurale de Fabidji dans le Boboye.

Les résultats obtenus ont montré que, la majorité des agriculteurs (75%) et des éleveurs (63,6%) pensent que la cartographie a permis de faciliter l'accès aux ressources pastorales. Par ailleurs, la plupart de ces agriculteurs (69,6%) et éleveurs (87%) affirment que la cartographie a respecté les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures.

Au niveau des structures, 100% des membres d'ALHERI, 83,3% de ceux d'AREN, 50% de ceux de FNEN DADDO et 59,1% des non affiliés estiment que l'accès aux ressources pastorales a été facile avec la cartographie.

Pour tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN (100%), de l'administration(100%) ainsi que la majorité des membres de FNEN DADDO (75%) et des non affiliés (64%); la cartographie a respecté les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures et a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales.

Par ailleurs, selon la majorité des décideurs et leaders villageois (75%), cette cartographie a largement contribué à la sécurisation des ressources pastorales. Selon la plupart des décideurs et leaders villageois, la principale mesure qui doit accompagner cette cartographie est le balisage de toutes les ressources pastorales.

Pour la majorité des membres d'AREN (85,7%) , d'ALHERI (50%), de FNEN DADDO (50%), de l'administration (71,4%) et des non affiliés (92%); elle a contribué largement au règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs, en clarifiant les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures.

Globalement la population de Fabidji pense que la cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales et limiter les conflits liés à l'exploitation des espaces. Cependant la sensibilisation doit se poursuivre pour mettre définitivement fin aux tensions entre agriculteurs et éleveurs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1. Abdrahmane W, 2012 :** Acquis et orientations des travaux sur les (agro) systèmes pastoraux en zone semi-arides et subhumides. Présentation atelier scientifique Ucad-Isra-Cirad, Dakar le 20 février 2012.
- 2. Adamou Mahamane R, 2005 :** Analyse des systèmes d'activités des ménages en zone pastorale du Niger. Mémoire : Agronomie : Niamey : UAM-FA.- 84p.
- 3. Aboubacar A, 2010 :** Analyse des mutations potentielles des pratiques pastorales dans la future réserve naturelle de Termit-Toumma dans le contexte de l'exploitation pétrolière en cours(Niger). Mémoire : Agronomie : Niamey : UAM- FA.- 84p.
- 4. Ancey V., Ickowicz A., Touré, Wane A. et Diop A.T., 2009:** La vulnérabilité pastorale au sahel : portée et limite des systèmes d'alerte basés sur des indicateurs (117-132). In : l'élevage, richesse des pauvres : stratégies d'éleveurs et organisations sociales face aux risques dans les Pays du Sud. - Versailles : Ed. Quae.-284p.
- 5. Balent G, 1993 :** Pratiques d'élevage extensif. Introduction à l'étude des pratiques d'élevage extensif/ Etude et relevé sur le système organisé et développé (13-34). In : Etudes et Recherches sur les systèmes Agraires et le Développement.- Rennes : INRA-CIRAD.- 250p.
- 6. Bernard B., André M. et Marie.JO, 2005 :** Hydraulique et sécurisation des systèmes pastoraux au Sahel. Appui à la gestion locale. Rapport du programme IRAM.- Grenoble : IRAM.- 22p.
- 7. De Haan C., Steinfeld H. et Black Bum H., 1999:** Elevage et environnement. A la recherche d'un équilibre.- Rome : FAO.- 115p.
- 8. Diop A.T., Cesaro J.D., Touré A., Ickowicz B. et Toutain B., 2009 :** Evolution des transhumances (14-15). In : Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel de 1970 à 2012.- Rome : FAO.-36p.
- 9. Elodie R., 2010 :** Les zones pastorales comme solution aux conflits agriculteurs/pasteurs aux Burkina Faso : L'exemple de la zone pastorale de la Doubégué. *Les cahiers d'Outre-Mer*, (249) : 47-71.
- 10. Frédéric R, 2002 :** Pratiques agro-sylvo-pastorales et stratégies de gestion des ressources naturelles dans les savanes de Tchad : cas du terroir de Ngoko. Actes du colloque du 27 au 31 Mai 2002.- Garoua-Cameroun : IRD.-9p.

- 11. Gagnol L. et Abdoul Kader., 2010 :** Nomadisme pastoral dans le Sahara face à l'impératif dans le Sahara algérien. *Justice spatiale*, (5) :1-2.
- 12. Gerber P., Touré I., Ickowicz A., Garba I. et Toutain B., 2008 :** Quels enjeux pour un système d'information sur le pastoralisme au Sahel (2-3). In : Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel de 1970 à 2012.- Rome : FAO.-36p.
- 13. Ickowicz A., Ancy V., Ledaerc G., Touré L., Damman G. et Darly S., 2005 :** Rapport final du programme LEAD.- Ferlo-Sénégal : PESah.- 180p.
- 14. Ilou Manzo A., 2005 :** Amélioration et sécurisation des espaces pastoraux : cas des commissions foncières de Zinder-Niger. Mémoire : Agronomie : Niamey : UAM, FA.- 29p.
- 15. Kora, 2004 :** La cartographie au service de la médiation sociale en zone agro-sylvo-pastorale : cas du Bénin. Rapport SNV Bénin.- Cotonou : SNV.- 2p.
- 16. Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement communautaire, 2012 :** Plan de Développement Economique et Social (PDES), 2012-2015.- Niamey : MPATDC.- 275p.
- 17. Niger, Ministère de l'Agriculture, 2003 :** Recueil des textes.- Niamey : MA.- 364 p.
- 18. Niger, Ministère de l'Agriculture, 2009 :** Rapport d'activités.- Boboye : Commission Foncière Départementale de Boboye.- 32p.
- 19. Niger, Ministère de l'Intérieur, 2007 :** Plan de Développement Communautaire (PDC).- Fabidji : Commune Rurale de Fabidji.- 47p.
- 20. Niger, Ministère de l'Intérieur, 2013 :** Plan de Développement Communautaire (PDC).- Fabidji : Commune Rurale de Fabidji.- 53p.
- 21. Niger, Ministère de l'Environnement, 2011 :** Plan Local d'Eau et d'Assainissement (PLEA).-Fabidji : Commune rurale de Fabidji.-13p.
- 22. Niger, Ministère de l'Agriculture, 2012 :** Rapport d'activités. -Boboye : Direction Départementale des Génies Ruraux (DDGR).
- 23. OCDE/ FAO, 2011 :** Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020.- Rome : FAO.- 221p.
- 24. Ousseini Idi A, 2012 :** Enjeux foncier et stratégies des acteurs dans le Boboye-Niger. Mémoire : Géographie : Niamey : UAM, FLSH.- 68p.

- 25. Sen A, 1981:** Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation. - Oxford: Clarendon Press. - 272p.
- 26. Steinfeld A., Gerber P., Wassenaar T., Castel C., Rastles M. et Haan de C., 2006:** Livestock's long shadow: Environmental issues and options.- Rome: FAO.- 390p.
- 27. Swiff JJ, 1989:** Why are Rural People vulnerable to famine? *IDS Bulletins*, **20**, (2): 8-15.
- 28. Touré O, 1997:** Espace pastoral et dynamiques foncières au Sénégal. Atelier Régional sur le foncier pastoral du 16-17 Juin 1997 à Niamey.- Niamey : AGRHYMET.- 30p.
- 29. Touré O, 2010 :** Pastoralisme et développement durable en Afrique de l'Ouest : Deux vieux compagnons de route. *Agriculture Durable à faibles apports externes*, **26**, (1) :9-11.

<p>Evaluation de l'impact de la cartographie pour la sécurisation des ressources pastorales : cas de la commune rurale de Fabidji (Niger).</p>	<p>Assessment of the impact of cartography for securing pastoral resources: case of the rural community of Fabidji (Niger).</p>
<p style="text-align: center;">RESUME</p> <p>Au Niger, l'élevage est essentiellement extensif caractérisé par le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Cependant les ressources pastorales sont de plus en plus menacées par les champs de cultures. Dans le but de mieux sécuriser les ressources pastorales, la Commission Foncière Départementale (COFODEP) de Boboye à travers ses partenaires, a procédé à une cartographie desdites ressources pastorales du département.</p> <p>Cette étude a été menée pour évaluer la perception des acteurs de la commune rurale de Fabidji sur la sécurisation des ressources pastorales. Un effectif de 72 personnes composé des responsables de la gestion pastorale et des utilisateurs des ressources pastorales a été enquêté.</p> <p>Selon les résultats de l'enquête, 75% des agriculteurs et 63,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a facilité l'accès aux ressources pastorales. En effet 91,3% des agriculteurs et 82,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales.</p> <p>Au niveau des structures, tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN (100%), de l'administration (100%), la majorité des membres de FNEN DADDO (75%) et des non affiliés (96%); pensent que la cartographie a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales. 75% des décideurs et leaders villageois ont déclaré que cette cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales. Pour la majorité des membres d'AREN (85,7%) d'ALHERI (50%), de FNEN DADDO (50%), de l'administration(71,4%) et 92% des non affiliés ; elle a largement contribué au règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs.</p> <p>Mots clés : Cartographie- Sécurisation- Ressources pastorales- Fabidji-Niger.</p>	<p style="text-align: center;">ABSTRACT</p> <p>Characterized by the agro pastoralism and pastoralism, breeding is essentially extensive in Niger. However the pastoral resources are more and more threatened by crops farms. To better securize fodder resources, the Departmental Commission Land COFODEP of Boboye through its partners has processed to the mapping of these fodder resources. This study was conducted to assess the perception of actors of the rural community of Fabidji on how to secure fodder resources. A number of 76 persons consisted of officials for pastoral resource management and users of fodder resources were investigated.</p> <p>According to the survey results, 75% of the farmers and 63. 6% of the livestock breeders asserted that the cartography has made access easier to the pastoral resources. According to farmers (91.3%) and livestock breeders (82.6%), the typology of pastoral resources has been well drawn by the cartography.</p> <p>At the organization level, all the ALHERI members (100%), AREN (100%) and those of the administration (100%), the majority members of FNEN DADO (75%) and the non-affiliates (96%) think that the cartography has permitted to improve the knowledge on pastoral resources. 75% of village leaders declared that the cartography has permitted to preserve of the pastoral resources. For the majority of AREN (85.7%), ALHERI (50%), FNEN DADO (50%), administration (71. 4%) and (92%) of non-affiliates, the cartography has permitted to sort out of conflicts between breeders and agriculturists.</p> <p>Key-words: Cartography- Securization- Pastoral resources – Fabidji-Niger.</p>
<p>Auteur : Ibrahim DJIBO Contact : (00227)96461882/90226361 DRE d'Agadez (Niger) Courriel : maiga2222@yahoo.com</p>	<p>Author: Ibrahim DJIBO Contact: (00227)96461882/90226361 DRE of Agadez (Niger) E-mail : maiga2222@yahoo.com</p>